



Bilan - Région Centre

Population au 01/01/2014	2 577 474 habitants		
Economie			
PIB (2013)	<i>Montant</i> 68 999 M€	<i>PIB par hab.</i> 26 803 €	<i>Évolution 2000/2013</i> - 0,1 %
Emploi (2013)	<i>Nombre d'emplois</i> 996 074	<i>PIB par emploi</i> 69 271 €	<i>Évolution 2000/2013</i> + 1,1 %
Taux de chômage (2014)	9,4 %	-	<i>Évolution 2000/2013</i> + 2,7 pts
Dépenses 2013	<i>Montant brut</i> <i>(en M €)</i>	<i>Montant par hab.</i> <i>(en €)</i>	<i>Évolution dépenses</i> <i>2009-2014 (en %)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	1 009,5 M€	392 €	+ 1,7 %
Dépenses d'investissement (hors dette)	293,3 M€	113 €	- 12,4 %
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			29 %
Recettes 2013	<i>Montant brut</i> <i>(en M €)</i>	<i>Montant par hab.</i> <i>(en €)</i>	<i>Évolution recettes</i> <i>2009-2014 (en %)</i>
Recettes fiscales	477,1 M€	185 €	+ 8,1 %
Dotations et subventions (Etat + Europe)	465,3 M€	180 €	0 %
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			24 %



Dette et financement 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Encours de la dette	601,7 M€	233 €	+ 13,7 %
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute) (en années)			2,5 années
Flèche à la hausse ou à la baisse pour montrer si la capacité de désendettement s'est améliorée ou dégradée			↓

Source : INSEE ; compte administratif 2014, calculs IM.

Table des matières

Démographie, emploi, atouts économiques.....	2
Économie : structure et dynamiques	3
Territoire et infrastructures	5
Les dépenses	6
Les recettes.....	7
L'endettement.....	8

Démographie, emploi, atouts économiques

Une région vaste et peu densément peuplée

La région Centre-Val de Loire s'étend sur 7,2% du territoire national, du sud de l'Île-de-France à l'Auvergne. Le produit intérieur brut de la région s'élevait à 69 Mds€ en 2013, soit 3,3% du PIB national. Avec 2,5 millions d'habitants, la région représente 3,9% de la population française. Elle est cependant deux fois moins densément peuplée que la moyenne nationale.

Trois espaces géographiques caractérisent cette région : l'axe ligérien, qui traverse le Loiret et l'Indre-et-Loire – dont les chefs-lieux Orléans et Tours sont les deux seules villes de plus de 100 000 habitants – et concentre la moitié de la population ; le nord-est, proche de l'Île-de-France et doté d'importantes infrastructures routières ; et, le sud, composé des deux départements du Cher et de l'Indre, moins peuplés.



Entre 2006 et 2011, la population de la région a progressé moins vite que la population nationale (0,3% contre 0,5% en rythme annuel). Les populations du Cher et de l'Indre stagnent depuis la fin des années 1960, tandis que celles des autres départements ont progressé de 40% en moyenne. La pyramide des âges régionale reflète la pyramide des âges nationale, malgré une légère surreprésentation des seniors.

Une économie dominée par l'industrie et l'agriculture

L'économie de la région est tournée vers l'industrie, notamment la production énergétique, la sous-traitance automobile et aéronautique, la pharmaceutique, et l'agriculture. L'agriculture marque fortement le paysage et l'économie de ce territoire, première région céréalière de France et d'Europe. La région bénéficie également d'un réel potentiel touristique grâce aux châteaux du Val de Loire. Néanmoins, le nombre d'emplois n'a progressé que de 1,1% entre 2000 et 2013.

Économie : structure et dynamiques

Une croissance inférieure à la moyenne depuis le début des années 2000

La région Centre se place dans la moyenne française en termes d'activité : le PIB par habitant s'élève à 26 803 € en 2013, ce qui place la région au douzième rang des régions françaises. Il est légèrement inférieur à la moyenne nationale puisqu'il représente 96,2% du PIB par habitant en province mais n'équivaut qu'à la moitié du PIB de la région Ile-de-France limitrophe.

L'économie de la région a été relativement atone depuis le début des années 2000. En effet, le PIB a crû en moyenne de 0,4% par an entre 2002 et 2012, contre 1,2% en France. Cette quasi-stagnation s'explique notamment par une récession plus marquée en 2007-2009. Durant cette période, le PIB par habitant a reculé (-0,1% en moyenne annuelle), alors qu'il a légèrement augmenté en France métropolitaine (+0,5%).

La région concentre une forte proportion d'emplois à faible valeur ajoutée. En effet, le PIB régional rapporté au nombre d'emplois dans la région s'élève à 69 271 € en 2013, ce qui le situe loin de la moyenne nationale (78 464 €). De plus, il n'a connu une progression moyenne annuelle que de 0,2% entre 2000 et 2013, contre 0,6% pour toute la France.

Le taux de chômage s'élevait en 2014 à 9,4%, contre 6,7% en 2000. Cette hausse de 2,7 points est la quatrième plus importante progression de France métropolitaine. Pour autant, la région figure parmi les cinq régions les moins inégalitaires de France métropolitaine lorsque l'on compare les rapports interdéciles des revenus fiscaux par ménage.



Un tissu économique très spécialisé

Par sa contribution à la richesse nationale, la région Centre était en 2012 la neuvième région économique française et comptait parmi les principales régions industrielles du pays avec un tissu économique diversifié (automobile, aéronautique, défense, mais également agroalimentaire, pharmacie, cosmétique, logistique). L'automobile représente en particulier 20% de l'emploi industriel, tandis que la filière aéronautique profite de la proximité avec la région Ile-de-France.

Le nord de la région s'est fortement industrialisé dans les années 1970, grâce aux mouvements de décentralisation en provenance de l'Ile-de-France. La région bénéficie de la présence d'industrie de hautes technologies (composants électroniques notamment) ou à forte valeur ajoutée, comme la cosmétique et la pharmacie. Quatre pôles de compétitivité installés dans la région témoignent de cet ancrage (Cosmetic Valley, S2E2, Elastopole, Dream).

En outre, c'est une économie fortement marquée par l'agriculture, principalement céréalière. Le sud de la région est une terre d'agriculture et d'industries lourdes. La présence industrielle y est toutefois en recul. En effet, la crise du textile a provoqué de nombreuses fermetures d'entreprises dans l'Indre et la restructuration des industries d'armement a causé des pertes d'emploi dans le Cher.

La région apparaît en revanche relativement moins dynamique dans le secteur des services. Si 70,9 % de la valeur ajoutée était réalisée par le secteur tertiaire en 2012 (contre 74,4% en moyenne en province), cette proportion n'en faisait que la 22^e région de France pour le secteur tertiaire. Le secteur de la construction, en particulier, apparaît peu porteur.

Des perspectives prometteuses, des faiblesses persistantes

Les tendances récentes sont plutôt favorables : le nombre de défaillances d'entreprises est moins élevé qu'au niveau national, et le nombre de création d'entreprises plus dynamique. En outre, l'excédent commercial de la région reste élevé avec près de 800 M€ en 2013.

Toutefois, la région pâtit d'un manque de notoriété économique et d'image propre, ce que la réforme territoriale ne parviendra pas à pallier puisqu'elle a laissé le périmètre de la région inchangée. Par ailleurs, la spécialisation industrielle s'incarne dans des activités de production caractérisées par une forte représentation de la sous-traitance (automobile, aéronautique) résultant du faible nombre de centres décisionnels installés dans le territoire. Enfin, la forte dépendance au secteur pharmaceutique, en ralentissement, ainsi qu'aux marchés européens pour ses exportations, peuvent expliquer les récentes difficultés économiques.



Territoire et infrastructures

L'atout des infrastructures régionales

Du fait de sa position, la région bénéficie d'infrastructures développées particulièrement favorables aux activités de logistique. Elle dispose également de deux aéroports à Tours et à Châteauroux. Ce dernier verra probablement son activité s'accroître avec le projet de zone d'activités à Châteauroux. En outre, les quatre centrales nucléaires qui y sont installées en font la première région de France en termes d'énergie nucléaire.

Un territoire de plus en plus développé et ouvert

Pour l'avenir, le contrat de plan État-Région pour la période 2015-2020 définit les priorités d'investissements partagés et les axes de développement structurants de la région. Son montant est équivalent au budget annuel de la région Centre Val de Loire. Parmi les principaux projets figurent :

- la poursuite du développement des infrastructures de transport : le déploiement et la rénovation de lignes ferroviaires, en particulier la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse ; plusieurs aménagements routiers (échangeur de l'A10 à Blois, échangeur de Gidy, tangentielle d'Orléans, rocade de Bourges) ;
- le développement des sites de l'Institut national des sciences appliquées et de l'Université d'Orléans ;
- le soutien financier à des projets de R&D (biodiversité et patrimoines, biomédicaments, stockage de l'énergie, optimisation des technologies environnementales) et à des projets de transition écologique (efficacité énergétique, biodiversité, gestion de l'eau, prévention des risques) ;
- la montée en débit des réseaux existants, le déploiement du très haut débit pour tous les habitants de la région, ainsi que la résorption des zones blanches de téléphonie mobile ;
- la redynamisation des anciens sites de défense.



Les dépenses

Des dépenses d'équipement en baisse

Les dépenses totales de la région Centre s'élèvent en 2013 à un milliard d'euros, soit un peu moins de 101€ par habitant. Elles ont progressé de 5,3% entre 2009 et 2013.

Les dépenses de fonctionnement ont progressé en moyenne de 1,5% par an entre 2009 et 2013, passant de 614,8 à 664,5 M€. Les charges générales et les frais de personnel sont les postes qui ont le plus augmenté parmi les dépenses de fonctionnement (respectivement de 33,5% et 12,2%). Les frais de personnel représentent 17% des dépenses de fonctionnement et s'élèvent à 112,8 M€. Les charges générales (achats et prestations de services principalement) ont progressé à un rythme annuel moyen de 6% entre 2009 et 2013, progressant de 57,5 à 76,7 M€. Au-delà des frais de personnel et des charges générales, les charges d'activité représentent la majeure partie des dépenses de fonctionnement (65,7%). Contrairement aux postes précédents, elles ont connu une progression modérée de 4,1% de entre 2009 et 2013.

Les dépenses d'investissement comprennent les subventions versées par le conseil régional, les dépenses d'équipements et le remboursement du capital de la dette. Elles sont passées de 377,8 à 345,1 millions d'euros entre 2009 et 2013, soit une baisse de 8%. En 2013, les subventions représentaient 61,5 % des dépenses d'investissement tandis que l'équipement brut en représentait 21,0 %. Si les subventions versées sont restées stables, les dépenses d'équipement ont reculé d'un tiers en 2013.

Priorité au transport et à l'écologie

Dans le budget prévisionnel 2015, les principales dépenses sont consacrées à l'enseignement, aux transports ainsi qu'à la formation professionnelle et à l'apprentissage (plus de 200 millions d'euros pour chacune de ces trois politiques), soient les principales compétences propres des régions. Plus des deux tiers du budget de la région se concentrent sur ces trois politiques.

Entre 2009 et 2015, les plus fortes progressions concernent les dépenses associées aux politiques de préservation de l'environnement (+40%), au transport (+35%), aux politiques d'aménagement du territoire (+15%) et à l'enseignement (+10%). Dans le même temps, les crédits associés aux postes « formation professionnelle et apprentissage », « action économique » et « culture, sports et loisirs » reculent.

Les dépenses d'investissement sont, elles, globalement stables ou en baisse, à l'exception des transports et de l'apprentissage, en hausse respectivement de 5 et 17% sur la période.



Les recettes

Des recettes stables

Les recettes totales de la région s'élevaient en 2013 à 999,3 millions d'euros, contre 991 millions en 2009. Si elles ont progressé de 0,8% sur la période, elles ont en fait augmenté de 3,8% entre 2009 et 2012 avant de reculer entre 2012 et 2013 (-2,9%).

La structure des recettes en 2013 met classiquement en évidence la très large proportion des recettes de fonctionnement (90% des recettes totales) par rapport aux recettes d'investissement (10% des recettes totales). Les recettes de fonctionnement proviennent principalement de la fiscalité locale et des prestations de service tandis que les recettes d'investissement sont issues des emprunts et de l'autofinancement.

Les recettes fiscales et les dotations constituent les principales sources de financement des régions. En moyenne métropolitaine hors Ile-de-France, ces deux sources représentaient en 2013 89% des recettes des conseils régionaux, contre 94,3 % en région Centre.

Des recettes fiscales en rattrapage par rapport à la moyenne

Relativement faibles en 2009 (170,4€ contre 184,0€ en moyenne en province), les recettes fiscales par habitant ont progressé de 1,4% par an en moyenne alors qu'elles restaient stables ailleurs. Elles sont désormais proches de la moyenne : 182,1€ contre 181,9€.

Une partie de cette progression s'explique par les possibilités de modulation des taux de la fiscalité énergétique, lesquels ont été utilisés à leur niveau maximal. Le produit de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) a ainsi progressé, entre 2009 et 2013, de 23,2% tandis que celui des cartes grises a augmenté de 14%.

Des dotations peu dynamiques

En 2013, les dotations de la région Centre représentent 465,3 millions d'euros. Elles sont restées globalement stables durant la période 2009-2013. Néanmoins, ce montant ne comprend ni les fonds européens ni les mécanismes de compensation d'exonérations fiscales. En les incluant, on constate une augmentation des fonds reçus par la région.



L'endettement

Une dette faible mais en progression

Entre 2009 et 2013, l'encours de la dette est passé de 529,4 à 601,7 M€, soit une augmentation de 13,7% sur la période et de 2,6% par an en moyenne. Il a particulièrement progressé entre 2011 et 2012 (+8,35%) et baissé significativement entre 2012 et 2013 (- 5%). L'encours de la dette par habitant est nettement moins élevé en région Centre que dans le reste de la France puisqu'il représente 229,7€ contre 303€ en moyenne métropolitaine en 2013. Il a également moins progressé (2,4% par an en moyenne contre 4,9% en moyenne métropolitaine). Les emprunts de la région Centre apparaissent peu risqués. En 2013, 98,9% de l'encours de la dette (601,7 M€) correspondait, selon la typologie de la charte Gissler, aux emprunts les moins risqués (catégorie A-1).

Des annuités en légère progression

Les annuités de remboursement de la dette ont progressé de manière plus dynamique que l'encours. Elles sont en effet passées de 56 M€ en 2009 à 69,1 M€ en 2013, soit une progression de 4,3% par an. Elles restent bien inférieures à la moyenne des régions.

L'augmentation des annuités de remboursement de la dette s'explique non seulement par un effet volume dû à l'augmentation de l'encours de la dette, mais surtout par un effet de prix lié au taux d'intérêt. En effet, les intérêts de la dette ont progressé à un rythme annuel de 5,9% entre 2009 et 2013, soit plus que l'encours de la dette. Cette progression reste inférieure à la moyenne métropolitaine (+7,2%).

Une dette soutenable

La capacité de désendettement évalue la solvabilité de la région. Elle est passée de 2,4 ans en 2009 à 2,8 ans en 2013. Ainsi, il fallait en 2013 2,8 années à la région pour rembourser sa dette si elle y consacrait la totalité de son épargne de gestion, c'est-à-dire ses recettes de fonctionnement diminuées de ses dépenses de gestion. Elle reste, en tout état de cause, meilleure que la moyenne métropolitaine (4,0 ans en moyenne métropolitaine, 3,6 ans sans compter l'Île-de-France).